

**THEME : Promotion de la Civic-Tech au Bénin**  
**Retour d'expérience de CiTé.bj**

RESUME

## **Table des Matières**

1	Introduction.....	3
2	Actions portées par le projet en faveur de la Civic-Tech .....	5
2.1	Partenariat avec des Structures Numériques : une solution possible mais soumise à pression .....	5
2.2	D’autres solutions alternatives pour dynamiser la Civic-Tech au Bénin .....	6
2.3	La création de creuset d’échanges ou d’une communauté de la Civic-Tech .....	7
3	Réflexions sur la pérennité économique de la Civic-Tech au Bénin.....	7
3.1	Coût de développement d’une application de Civi-Tech .....	8
3.2	Benchmarking sur Modèle économique général d’une application numérique .....	8
3.3	Analyse de modèles économiques potentiellement intéressants pour la Civic-Tech au Bénin basé sur un abonnement.....	8
4	Conclusion et conseils sur le renforcement de la Civic-Tech .....	10

## **Liste des Abréviations**

AFD :	Agence Française de Développement
ANCB :	Association Nationale des Communes du Bénin
CMN :	Chargé de Mission Numérique
FISONG :	Facilité d’Innovation Sectorielle pour les ONG
MDGL :	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MDN :	Ministère de la Digitalisation et du Numérique
PDC :	Plan de Développement Communal

# 1 Introduction

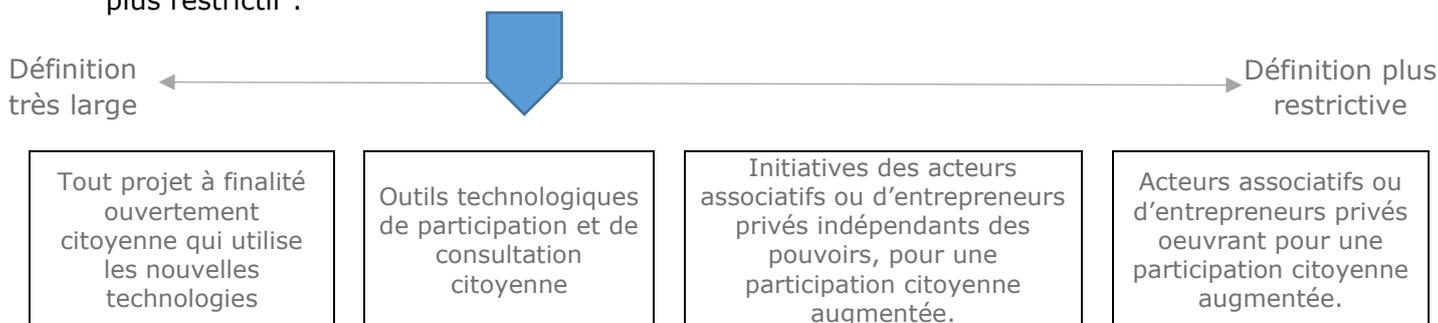
Ce document est le résultat de la capitalisation du projet CiTé.bj - Promotion de la Civic-Tech pour une démocratie Locale Participative au Bénin, mis en œuvre par CIDR Pamiga et l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), réalisée dans 4 communes pilotes du Bénin (Avrankou, Banikoara, Bohicon et Toffo), sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD).

Ce document concerne plus spécifiquement les aspects abordés par le projet sur la pérennisation financière de la Civic-Tech au Bénin. Il s'agit d'un document résumé d'un document plus complet – auquel on recommande au.à la lecteur.trice de se reporter pour avoir plus d'information. Une plaquette a également été éditée, pour en faciliter la diffusion.

## Présentation de la Notion de Civic-Tech

La notion de Civic-Tech, de l'anglais « civic technology », se cale sur le modèle plus connu de la Fin-Tech, à savoir les outils numériques au service de la Finance.

Dans le cas de la Civic-Tech, la définition reste encore floue, allant du très général au plus restrictif :



D'après [Civic Tech, un objet politique et technologique à identifier | LINC \(cnil.fr\)](#)

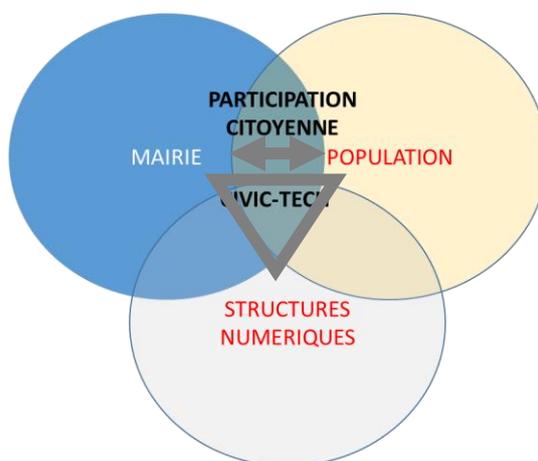
Il peut être retenu cette définition :

La **Civic-Tech** ou **technologie civique** représente l'ensemble des procédés, outils et technologies qui permettent d'améliorer le fonctionnement démocratique des sociétés et des communautés, en renforçant le rôle joué par les citoyens dans les débats et prises de décision.

In [Technologie civique – Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)

Dans le cadre de CiTé.bj, la notion de Civic-Tech concerne bien les outils numériques au service de la Participation Citoyenne, mais insiste également sur le renforcement du lien entre les acteurs de la Participation Citoyenne, que sont les Mairies et les Populations, en incluant un nouvel acteur que sont les **Structures Numériques (qui regroupent les acteurs associatifs et les entrepreneurs privés)**.

Ainsi, au sens de CiTé.bj, alors que la Participation Citoyenne est le dialogue



entre les Mairies, les Populations, **la promotion de la Civic-Tech correspond à tisser un lien fort entre ces trois acteurs : les Mairies, les Populations et les Structures Numériques.**

### **Contexte initial au Bénin : une participation citoyenne active bipolaire portée par et la Société Civile et la Mairie**

Le Bénin possède une longue expérience de construction de la gouvernance locale, et beaucoup d'outils d'animation territoriale pour améliorer la participation citoyenne ont été élaborés, capitalisés et diffusés. Avec un héritage de plus de 15 ans d'appui à la gouvernance locale au Bénin, les populations sont libres d'exprimer leurs avis ; des comités de base existent, comme les Cellules de Participation Citoyenne.

Toutefois, il est à noter que la notion de Participation Citoyenne est plus portée par la Société Civile, dans une dynamique de contre-pouvoir. Cette posture est diversement appréciée par les Mairies, qui y voient parfois plus une action politique. Dans ce contexte, le dialogue citoyen peut être bloqué dans certaines communes.

En revanche, l'action des Mairies pour consulter et coconstruire la politique communale repose pleinement sur l'élaboration des Plans de Développement Communaux, dont la 3<sup>ème</sup> génération (PDC3) a été finalisée en 2017 dans la plupart des communes. Ces PDC s'élaborent dans une dynamique participative à travers des assemblées villageoises organisées par les Mairies, où les populations sont invitées à faire l'évaluation du PDC précédent et à proposer de nouveaux besoins. Par contre, une fois ces consultations faites, les populations sont moins invitées à partager avec les Mairies – à l'exception très importante des sessions de redditions des comptes qui sont réalisées une à deux fois par an. Ces sessions de redditions des comptes sont un moment fort de participation citoyenne, même si l'exercice reste limité du fait que le nombre de personnes touchées restent encore faible, le contenu budgétaire est complexe à transmettre à une population peu aguerrie.

### **La Civic-Tech : un contexte favorable mais un concept encore peu connu**

Le développement de la Civic-Tech se base sur un réseau de téléphonie en pleine extension au Bénin, avec une couverture en 3G relativement développée dans les zones les plus densément peuplées, et une émergence de la 4G qui s'initie à partir de Cotonou. De manière générale, les Béninois.es, même à l'intérieur du pays, disposent de téléphone et de smartphone (si 3G) et utilisent déjà fortement les réseaux sociaux.

Le Bénin renferme en parallèle un gisement d'ingénieur.e.s informaticien.ne.s et de développeur.se.s compétent.e.s, mais qui s'investissent peu dans la Civic-Tech. On notera toutefois la création par l'Association des Blogueurs du Bénin de l'application Bénin vote 229, initiative de veille citoyenne pour convier à un scrutin transparent et apaisé.

Ce faible développement repose en particulier du fait que :

- . les Maires ne connaissent pas le potentiel de l'outil numérique,
- . les développeur.se.s connaissent peu le potentiel marché de la Civic-Tech,
- . les développeur.se.s voient un intérêt économique plus grand à développer des applications de finance ou de commerce, ou de travailler sur le marché international (comme Etrilabs).

### **Choix de CiTé.bj pour promouvoir la Civic-Tech**

Dans ce contexte, CiTé.bj a pris le parti d'appuyer la Civic-Tech en nouant un partenariat spécifique avec des Structures Numériques volontaires, pour que se rencontrent et apprennent à se connaître les 3 acteur.trice.s de la Civic-Tech : Mairie, Structures Numériques et Populations.

## 2 Actions portées par le projet en faveur de la Civic-Tech

### 2.1 Partenariat avec des Structures Numériques : une solution possible mais soumise à pression

La stratégie de CiTé.bj pour rapprocher le monde numérique a été de créer un partenariat spécifique avec des Structures Numériques volontaires. Cette démarche a été menée par l'ANCB et CIDR Pamiga en amont de la formulation du projet, à travers une recherche et une rencontre des acteurs numériques au Bénin.

Suite à ces rencontres, des réunions d'échanges où ont été invitées les structures rencontrées ont permis d'apprendre à se connaître et à co-construire ensemble le projet.

Après l'étape de formalisation du partenariat, trois grands niveaux d'activités étaient attendus pour les Structures Numériques :

- . Se former à la Participation Citoyenne numérique,
- . Sensibiliser et former sur le numérique les élu.e.s et les populations,
- . Développer et accompagner l'utilisation des applications de participation citoyenne contextualisées au niveau des 4 communes, pour une bonne intégration de ces outils dans les habitudes des populations.

Le retour d'expérience de CiTé.bj en matière de partenariat avec des Structures Numériques pour promouvoir la Civic-Tech au Bénin est le suivant :

Etablissement du partenariat : une étape administrative qui permet de clarifier les attentes	Le Partenariat nécessite quand même un balisage minimal à travers une convention.
Formation des structures numériques et des Mairies : un temps important pour faire découvrir de manière réciproque le concept de Participation Citoyenne numérique	Les Structures Numériques ont, à travers la formule du partenariat, pu comprendre de manière plus approfondie (puis mettre en œuvre) la notion de Participation Citoyenne. De même, l'ANCB et les Mairies ont pu mieux appréhender l'intérêt du numérique dans la Participation Citoyenne.
Appui sur la sensibilisation-formation sur le numérique : une réelle plus-value apportée par les Structures Numériques	Réalisées surtout en début de projet, ces sensibilisations-formations ont été des moments forts pour les activités de CiTé.bj dans les 4 communes pilotes.
Séjour d'e.Mersion : un point crucial dans l'apprentissage des Structures Numériques sur la Participation Citoyenne et la réalité du numérique dans les communes	Le Séjour d'e.Mersion est un point clé dans la construction de la Civic-Tech en faisant se rencontrer concrètement les 3 acteurs : Structures Numériques, Mairies et Population.
Développement des applications de participation citoyenne : vers une réelle recherche de rentabilité pour les Structures Numériques	
<u>Les principales bases du développement des applications numériques dans CiTé.bj reposent sur :</u> <i>Développement suivant un cahier des charges</i>	Grâce au balisage du cahier des charges (et à l'utilisation de prévisualisation d'écrans) et à de nombreuses réunions de cadrage, le partenariat a pleinement permis de construire des applications numériques de participation citoyenne contextualisées aux 4 communes – mais cela prend beaucoup de temps.
<i>Dynamique de Recherche-Développement sur un nouveau marché : la Civic-Tech</i>	Les Structures Numériques ne se sont pas inscrites dans cette logique de Recherche-Développement et ont recherché à développer

	une application optimale pour prouver réellement leur capacité.
<i>Utilisation de codes en Open Source</i>	L'utilisation de l'Open Source est une base de travail qui est pertinente, mais cela demande quand même un accompagnement préliminaire et du temps pour les Structures Numériques pour découvrir les solutions de Civic-Tech disponibles. Toutefois, ce n'est pas une solution clé en main : cela nécessite adaptation et complément de codage.
<i>Notion d'Open Source finale et Problématique de notion de propriété</i>	La notion de propriété de l'application développée reste une clé pour asseoir la Civic-Tech. Exiger un libre accès ne semble pas attractif pour les Structures Numériques. La raison serait que les développeur.se.s disposent déjà d'une offre de marché suffisante (avec la finance, le commerce, dont à l'international) et plus aisée que d'aller construire une Civic-Tech contextualisée aux Communes du Bénin.
<i>Travail collaboratif</i>	Le partenariat n'a pas permis de construire de manière forte une dynamique collaborative, mais a minima, les Structures Numériques ont appris à se connaître et à échanger.

### **En conclusion,**

Le partenariat est une solution à retenir dans des contextes où la Civic-Tech est peu connue comme au Bénin. Elle permettra une réelle découverte et apprentissage du numérique au service de la Participation Citoyenne pour les Mairies. Par contre, les attentes ne doivent pas être trop grandes quant à l'intégration des Structures Numériques dans le Civic-Tech par ce biais : les Structures Numériques rechercheront en premier leur intérêt économique.

## 2.2 D'autres solutions alternatives pour dynamiser la Civic-Tech au Bénin

Afin de dépasser cette difficile compétition avec d'autres secteurs de développement numérique plus rentable ou plus accessible, rendant la Civic-Tech peu attractive pour les Structures Numériques, CiTé.bj a testé deux autres pistes : l'implication de l'ANCB comme acteur de développement numérique, et la réalisation d'un hackathon.

Une première solution :  
l'implication de l'ANCB comme acteur de développement numérique

Cette solution qui serait, pour palier la faible appétence du secteur privé à la Civic-Tech, que l'ANCB offre ce service de développement d'applications numériques, n'a pas été viabilisée techniquement ni politiquement par l'ANCB.

Une seconde solution :  
le Hackathon, ce qui nécessite un fort encadrement

Hackathon collaboratif, complexe à mettre en place, mais permet de développer une application numérique ciblée,  
Et les hackathons compétitifs ? plus facile à mettre en œuvre mais incertitude quant à l'application obtenue.

Le fait de publier de manière large le thème du hackathon a donc offert une visibilité au contexte de la Civic-Tech. Mais force est de constater que le modèle d'hackathon collaboratif n'a pas pu réellement attirer les développeur.se.s : seulement une dizaine de personnes a répondu et a été retenue pour établir l'équipe collaborative.

## 2.3 La création de creuset d'échanges ou d'une communauté de la Civic-Tech

En parallèle aux actions précédentes, CiTé.bj a également souhaité faire émerger un creuset d'échanges autour de la Civic-Tech, allant jusqu'à faire émerger une communauté de la Civic-Tech au Bénin. Deux actions ont été menées :

### **e.Comité : un creuset d'aide à la décision pour CiTé.bj**

Un comité de pilotage a été constitué dans le cadre de CiTé.bj, qui a réuni un.e représentant.e de chaque « collège » pressenti : Ministères concernés (Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL) et Ministère de la Digitalisation et du Numérique (MDN)), Secteur Participation Citoyenne (comme SOCIAL-WATCH, CFI, OXFAM, etc), Secteur Numérique (comme ETRILABS, BAMBOO NUMERIK, Open Street Map, EPITECH, etc), et Communes.

Réuni ponctuellement 4 fois à des temps forts du développement des applications numériques, le e.Comité a permis de donner des orientations pertinentes aux choix de CiTé.bj.

Mais ces rencontres ont été certainement trop liées au contexte de CiTé.bj pour servir de « noyau dur » pour faire émerger un creuset d'échange plus large. Par exemple, aucun des acteur.trice.s participant.e.s au e.Comité n'a, en retour, pas demandé l'avis du e.Comité.

En outre, cela demande un leadership que l'ANCB n'a pas relevé. Un début de constitution d'un répertoire des acteurs de la Participation Citoyenne a été impulsé mais n'a pas été finalisé. Un site internet sur la Participation Citoyenne numérique aurait être élaboré par l'ANCB – mais il n'a pas vu le jour.

### **Une autre expérience à travers une synergie entre projets**

Une expérience assez similaire a été portée par la GIZ, en réunissant un groupe de travail dans lequel l'équipe de CiTé.bj a été invitée. Cette dynamique ne s'est pas concrétisée non plus, certainement par manque de leadership – même si des structures comme Voix et Actions Citoyennes y ont été actives.

Pourtant, le contexte national semble propice à ce type de creuset afin de montrer l'intérêt des outils de dialogue citoyen pour asseoir la confiance entre citoyen.ne.s et le monde politique.

### **En conclusion**

La création institutionnelle de la Civic-Tech comme un creuset d'échange formel est difficile à créer et requiert d'identifier un leadership capable d'animer sur le long terme ce creuset.

## **3 Réflexions sur la pérennité économique de la Civic-Tech au Bénin**

La partie précédente a montré que les Structures Numériques sont capables de développer des applications de participation citoyenne, qui intéressent les Mairies.

La solution proposée par CiTé.bj par Partenariat a été pertinente pour que les acteurs apprennent à se connaître. Mais, elle ne permet pas une pérennité économique de la Civic-Tech, les Structures Numériques voulant une rentabilité économique immédiate.

Pourtant, la Civic-Tech représente un marché de 77 communes – sans parler des marchés en lien avec le gouvernement, comme avec la plate-forme d'information AskGouvBénin.

Il est donc nécessaire d'approfondir ici la réflexion sur la pérennité économique de la Civic-Tech au Bénin.

### 3.1 Coût de développement d'une application de Civi-Tech

#### **Cas du développement subventionné par CiTé.bj**

Dans le cas de CiTé.bj, le coût de développement des applications a été subventionné à 1,8MFCFA – dans une logique de subvention à la Recherche et Développement pour les structures numériques.

#### **Coût des honoraires en mode de prestation**

Un contrat de prestation de service peut être négocié au mois. Dans ce cas, le montant moyen est de 400 000FCFA par membre de l'équipe. En prenant le cas d'une application simple nécessitant 3 personnes sur 3 mois, le coût de l'application est de 3 600 000FCFA.

#### **Coût des honoraires en mode consultance**

Ces tarifs sont évidemment plus chers, mais donnent une référence de base. On peut imaginer que ce mode est appliqué dans le cas d'impératif de durée et pour des applications complexes (dont le code n'est pas disponible en open source). Si on veut qu'une application complexe soit développée dans 1 mois, elle coutera environ 15 000 000FCFA.

#### **En conclusion**

Si une Mairie a un réel besoin d'une application numérique, elle est capable de la financer sur son budget communal (en l'ayant inscrite dans son prévisionnel budgétaire de l'année précédente).

### 3.2 Benchmarking sur Modèle économique général d'une application numérique

Différents modèles économiques existent et sont :

- . Utilisation de codes en open-source et Bénévolat
- . Formule d'abonnement
- . Applications à version d'évaluation limitée
- . Publicité
- . Affiliation ou sponsoring
- . Audience
- . Appel au don ou crowdfunding
- . Offre de services en parallèle

### 3.3 Analyse de modèles économiques potentiellement intéressants pour la Civic-Tech au Bénin basé sur un abonnement

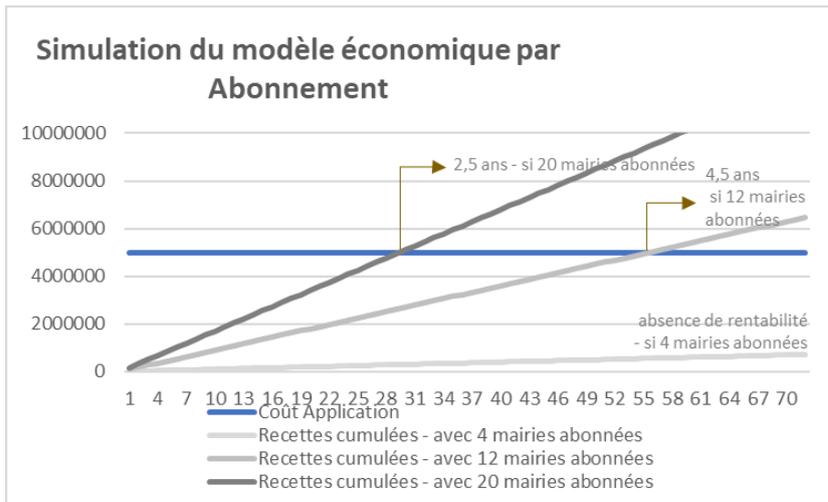
Sont ici approfondis les cas de (i) la formule d'abonnement, (ii) la formule d'abonnement « version d'évaluation limitée avec fonctionnalités complémentaires payantes », (iii) la publicité et (iv) l'offre de services complémentaires payants.

On notera, que dans tous les cas, l'utilisation de l'application reste gratuite pour les citoyen.ne.s.

On demandera au.à la lecteur.trice de se reporter au document complet pour connaître les hypothèses de calcul permettant de réaliser les simulations suivantes.

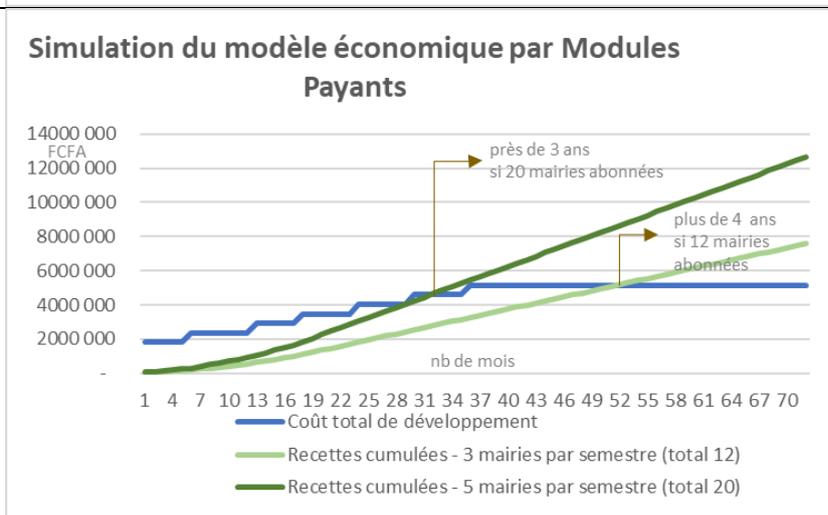
#### **En conclusion : à la recherche d'un modèle économique adapté**

Cette partie montre que des modèles économiques sont possibles pour une Civic-Tech viable au Bénin. Certainement, les Structures Numériques s'appuieront sur un modèle mixte de ceux présentés précédemment.



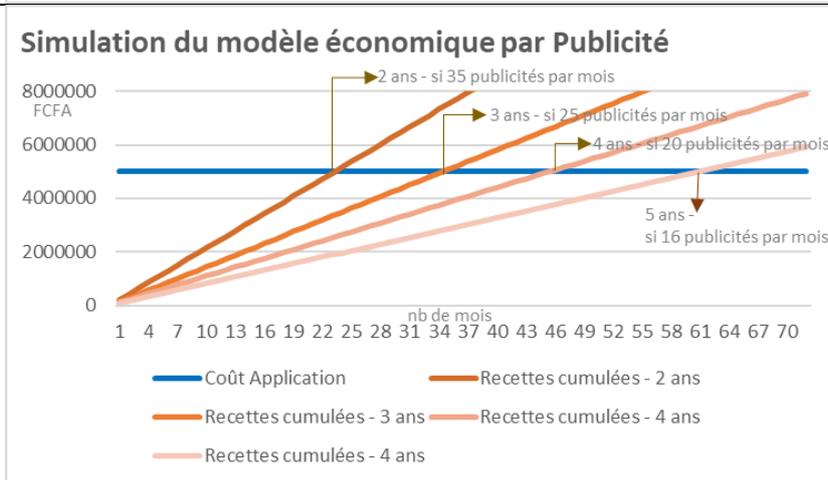
Rentable si 20 Mairies abonnées

Mais, nécessite un service de prospection et de marketing, qu'une Structure Numérique n'a pas forcément



Moyennement rentable si 20 mairies s'abonnent

Mais intéressant car :  
 . aux structures numériques, d'avoir rapidement une rentrée d'argent permettant de faciliter la trésorerie;  
 . aux Mairies, de se familiariser petit à petit avec l'application et les nouvelles fonctionnalités.



Rentable si 35 publicités par mois,

Ce qui est peu réaliste

### Modèle économique basé sur l'offre de services complémentaires payants

Ce modèle repose sur deux possibilités :  
 . soit une modalité de l'application peut être mise à disposition payante.  
 . soit la Structure Numérique réutilise l'architecture de l'application de Civic-Tech pour développer une autre application orientée sur un autre marché (hors Commune)

Possible

mais exige une vision plus large de la Civic-Tech afin de repérer les passerelles pertinentes entre besoins de différents secteurs.

## 4 Conclusion et conseils sur le renforcement de la Civic-Tech

L'expérience de CiTé.bj montre que :

. le potentiel des développeur.se.s existe au Bénin,

et les Mairies peuvent payer potentiellement le service d'appui en digitalisation et en développement d'applications de participation citoyenne, si un réel intérêt est ressenti,

. des modèles économiques peuvent être rentables pour permettre à une structure numérique de proposer des outils numériques de participation citoyenne.

Les réels freins à un développement de la Civic-Tech semblent être :

. l'accès limité à un smartphone par les populations en termes de coût (surtout pour les Femmes), de couverture téléphonique/internet/3G, renforcé au faible taux d'analphabétisation des populations qui complique, mais n'empêche pas, la prise en main des applications numériques de participation citoyenne.

Il peut être considéré ici que, petit à petit, ce frein sera levé à court-moyen terme.

. la faible connaissance sur la Participation Citoyenne numérique et des outils de Civic-Tech, et sur leur pertinence réelle – par les populations, les Mairies et les Structures Numériques

. la forte concurrence avec d'autres marchés du numériques plus rentables, où les développeur.se.s béninois sont déjà actif.ve.s.

C'est pourquoi il est recommandé ici :

. Réalisation de foires périodiques de la Civic-Tech pour faire le lien entre Mairies-Structures Numériques et populations pour faire la démonstration de la pertinence des applications de Civic-Tech et favoriser les échanges entre les parties prenantes de la Civic-Tech,

. Rôle de l'ANCI comme dynamiseur :

- recensement des Acteur.trice.s et des Applications de Civic-Tech,
- transmission d'informations envers les communes sur des applications déjà développées (avec l'appui de CiTé.bj) qui nécessitent qu'une simple adaptation,
- motivation des communes pour développer en commun une application,
- accompagnement dans le développement de nouvelles applications de Civic-Tech comme dans le cadre de CiTé.bj (avec si possible un droit propriétaire), par exemple :
  - Applications de dématérialisation des services communaux
  - Applications / Plateformes d'échanges pouvant gérer un très grand nombre de participant.e.s – comme Assembl, qui fait intervenir des outils d'Intelligence Artificielle
  - Applications de traduction en langues locales, également basées sur des outils d'Intelligence Artificielle
- plaidoyer pour augmenter la couverture internet sur tout le territoire national.



© mai 2021

Document réalisé par **CIDR Pamiga**,

Et **Association Nationale des Communes du Bénin**  
(ANCB)

à travers le projet « Promotion de la Civic-Tech pour une  
démocratie Locale Participative au Bénin » -  
**CiTÉ.bj**

Avec l'appui technique des **Mairies**  
**d'Avrankou, Banikoara, Bohicon et Toffo**

Et de celui des structures numériques,  
**BloLab et Association des Blogueurs du Bénin**

Avec l'appui financier de **l'Agence Française de  
Développement**, sous financement FISONG 2017  
- Participation Citoyenne

